

Entretiens, chats : l'actualité vit sur le site du Soir. En voici des moments forts. Et si vous avez le temps, allez sur lesoir.be/débats/chats pour les goûter in extenso.

« La percée du PVDA en Flandre est un avertissement pour la gauche traditionnelle »

L'aile flamande du PTB est entrée dans une majorité communale, à Borgherout, district d'Anvers. De quoi faire rager Bart De Wever qui négocie toujours à Anvers ? On en parle avec **Dirk Vanoverbeke**.
Un échevinat pour le PVDA (Partij van de Arbeid), c'est une première. Et une démonstration que la Flandre ne vote pas uniquement à droite ?
C'est effectivement une première, d'autant que cela se passe dans un des neuf districts anversoises dirigés par des majorités où se trouve la N-VA. C'est d'autant plus problématique pour la N-VA que ce district est accolé à Anvers. On peut donc poser la question si cela veut dire que la gauche est en train de se réveiller en Flandre, qui vote généralement au centre droit. En octobre, on s'est beaucoup foca-



lisé sur la victoire de la N-VA. Or, il y a aussi une forte poussée du PVDA en Flandre.
Y a-t-il eu une réaction officielle de la N-VA ?
Non. Bart De Wever a d'autres chats à fouetter pour l'instant. Il a promis la fin de la négociation à Anvers pour la mi-décembre. Cette montée du PVDA est problématique pour De Wever, car ses priorités sont bien évidemment très différentes : c'est un parti marxiste et belge.
Comment expliquer cette popularité ?
Le PVDA marque des points dans des communes plus défavorisées. C'est une menace pour le SP.A, plus que pour la N-VA. C'est aussi un avertissement à l'égard du PS. Le positionnement de realpolitik du SP.A et du PS fait les affaires de partis plus à gauche. Si la crise dure, cela renforcera encore le phénomène. On dit souvent qu'il n'y a pas de gauche en Flandre, le SP.A étant taxé de virage à droite. Le PVDA y devient donc la seule alternative possible. En clair, cette montée est un avertissement pour toute la gauche traditionnelle.

aujourd'hui



Vers moins d'austérité en 2013 ?

Elio Di Rupo a laissé entendre qu'il demanderait aux chefs d'Etat européens d'évaluer l'effort budgétaire demandé par l'Union. Après une année marquée par des hausses de taxes, va-t-on vers une atténuation de la rigueur ? Posez vos questions à **Bernard Demonty** dès 10 h.



la carte blanche



Jean Hindriks UCL et Senior fellow à l'Itera Institute

Le double effet boule de neige et une solidarité vieillissante

La réforme des pensions n'a pas permis d'éviter que les dépenses pour le secteur continuent de creuser le déficit public. Aucune réponse politique significative n'est avancée pour tenter de résoudre une problématique qui met aussi les jeunes générations en péril.

A l'instar de beaucoup de pays européens, nous vivons une crise budgétaire sans précédent avec une perte progressive de contrôle de nos finances publiques sous la forme d'un double effet boule de neige.

Premièrement, sous l'effet de l'accroissement massif de notre dette en vue d'amortir la crise, notre taux d'endettement est aujourd'hui un des plus élevés d'Europe, juste après la Grèce et l'Italie, mais loin devant le Portugal et l'Espagne. Les charges d'intérêt - aujourd'hui supérieures à 13 milliards d'euros - menacent d'augmenter plus vite que notre revenu national si le coût du financement de l'Etat devait remonter sous la menace pressante d'une sanction des marchés financiers et une éventuelle dégradation de la notation de la dette publique belge.

Deuxièmement, sous l'effet du vieillissement et des départs massifs à la pension, notre système de sécurité sociale accumule d'importants déficits récurrents. On comptabilise en 2010 plus de 130.000 nouveaux ayants droit à la pension. Les dépenses pour le secteur des pensions augmentent constamment chaque année de plus de 5 % tandis que les cotisations stagnent en période de crise. Le déficit est pris en charge par le pouvoir fédéral et contribue ainsi à creuser le déficit public. Les dépenses sociales augmentent plus vite que notre revenu national provoquant dès lors un second effet boule de neige sur nos finances publiques. Si l'on regarde dans le rétroviseur, les dépenses publiques, tous niveaux de pouvoirs confondus et hors



Les jeunes générations risquent d'être sacrifiées pour une solidarité vieillissante qui se fait politiquement sans elle, et économiquement contre elle.

© BRUNO DALIMONTE.

charges d'intérêts, ont augmenté sur les dix dernières années de 70 % en Belgique contre 20 % en Allemagne (la dépense publique totale hors charges d'intérêt est passée de 100 milliards d'euros en 2000 à 173 milliards d'euros en 2011). On essaie péniblement de limiter les dépenses publiques mais curieusement l'exemple ne semble pas venir d'en haut : la Belgique est le seul pays d'Europe qui n'a pas réduit le salaire de ses ministres (puisque la baisse de 5 % a en fait été immédiatement récupérée par l'indexation). Par contraste, la France a récemment décidé de baisser de 30 % le salaire de l'ensemble de ses ministres. Contrairement à l'ensemble des pays européens, les salaires de nos fonctionnaires

n'ont pas été affectés par la crise, mais continuent à progresser au rythme des indexations et des anciennetés barémiques.

Tout ceci n'est pas rassurant puisque dans les années à venir, notre déficit menace de se creuser davantage suite à l'accélération des départs à la pension et à la croissance des dépenses de soins de santé. La part des dépenses sociales dans le revenu national est déjà aujourd'hui en Belgique une des plus élevées d'Europe. Nous sommes donc face à un double cercle vicieux : le vieillissement creuse le déficit, le déficit creuse la dette et le coût de la dette creuse le déficit. Pour répondre à cette crise budgétaire, le gouvernement propose un effort budgétaire cha-

que année pour retrouver l'équilibre budgétaire en 2015, et pouvoir ensuite dégager des surplus pour financer les coûts du vieillissement. C'est un pari sur l'avenir très risqué, car on sait déjà que la réforme des pensions de 2011 n'aura qu'un effet marginal sur les coûts du vieillissement (évalué à moins d'un demi pour cent du PIB). En matière de réforme des pensions nous n'avons fait qu'un dixième du chemin à parcourir.

Dans ce contexte, nous pourrions feindre de nous étonner du silence, voire des dénégations, des politiques du sud et du nord du pays, de gauche comme de droite, face à cette crise budgétaire préoccupante, au problème des pensions, et à la détérioration de la situation économi-

que. Mais la réalité n'appelle pas au pessimisme mais bien au réalisme. Pourtant, ni les uns ni les autres, par réalisme électoral sans doute, n'ont intérêt à heurter les sensibilités d'une population de pensionnés qui n'a jamais été aussi importante (plus de 2 millions) et aussi active politiquement. Face à cette situation, chaque parti a rendu son verdict qui est celui du maintien, aussi longtemps que possible, des avantages sociaux au nom de la solidarité. Mais n'est-ce pas une solidarité qui a oublié ses enfants ? En outre, en plus du maintien des dépenses existantes, il y a une véritable surenchère de nouvelles dépenses et promesses.

Or l'électeur n'est pas dupe et il sait que ces promesses ne pourraient aboutir sans peine, vu la situation économique actuelle et les défis à assumer dans le futur. Pour nous rassurer, les partis politiques nous présentent alors, de manière générale et évasive des moyens de financement issus de la lutte contre la fraude fiscale, la taxation sur les transactions fi-

La réforme des pensions de 2011 n'aura qu'un effet marginal sur les coûts du vieillissement

nançières spéculatives et la contribution du secteur nucléaire. Ces espoirs seront-ils à la hauteur des promesses ? Il y a des doutes, surtout quand il faut constater la façon dont certains partis évitent d'aborder la réalité et d'apporter des remèdes chiffrés et réalistes aux difficultés budgétaires d'aujourd'hui et de demain. Même si la peur d'effrayer leur électorat et de manquer leur opération séduction les tenaille, les partis politiques n'ont d'autres choix que de s'apprêter à affronter la réalité.

Les jeunes générations risquent sinon d'être sacrifiées pour une solidarité vieillissante qui se fait politiquement sans elle, et économiquement contre elle. ■

la carte blanche

Vincent Vandenberghe, économiste, professeur à l'UCL ; Paul Nihoul, juriste, professeur à l'UCL ; Vincent Dujardin, historien, professeur à l'UCL.

L'enseignement supérieur ne peut faire l'objet d'une politisation

Le projet du ministre Jean-Claude Marcourt pour l'enseignement supérieur est un dangereux changement de régime. Les Ecoles supérieures et Universités, où les décisions sont avant tout fondées sur l'excellence, ne peuvent être transformés en administrations.

Le projet du ministre Jean-Claude Marcourt de réforme du paysage de l'enseignement supérieur est présenté comme le moyen d'achever le processus de consolidation de notre enseignement supérieur. A bien y regarder, il s'apparente à un véritable « changement de régime », dont on sous-estime la portée et les enjeux. Jamais en Belgique, depuis 1830, nous n'avons été confrontés à un projet susceptible de modifier à ce point la gouvernance de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment en étendant significative-

ment le champ d'intervention de la puissance publique, et en mettant sur pied un modèle de gouvernance centralisateur, à contresens des évolutions observées ailleurs dans le monde, coûteux et porteur d'un grand risque de politisation. La puissance publique assurait jusqu'ici un rôle de financeur et de régulateur/coordonateur du secteur (loi de 1971...). Avec l'apparition d'une superstructure constituée de 5 pôles et d'un Organisme d'Intérêt Public faïtier (l'Ares) dotés de budgets (3,75 millions d'euros par an), de personnel nommé par le gouvernement et de compétences étendues, l'Etat se mettrait à participer directement à la « production » des services d'enseignement et de recherche, et ce, plus seulement à travers son propre réseau. Le projet prévoit même que les pôles et l'Ares puissent hériter de l'ensemble des prérogatives d'un établissement.

L'Etat « financeur/régulateur » que nous connaissons jusqu'ici se prépare donc à assurer un rôle de « producteur » à grande échelle. Est-ce une nécessité ? Certainement pas. Est-ce pour un mieux ? Rien n'est moins sûr.

Les universités en Europe ont été fondées souvent bien avant l'Etat lui-même, sur des regroupements de personnes de la société civile. A plusieurs reprises, elles ont assuré un rôle de contre-pouvoir envers le Prince. Les argu-

Jamais nous n'avons été confrontés à un projet visant à modifier à ce point l'enseignement supérieur

ments plus « contemporains », favorables au modèle historique de l'université autonome, s'organisent autour de l'idée suivante : « Mieux vaut que l'Etat se décharge des activités de produc-

tion/gestion vers des opérateurs locaux, plus au fait de réalité de terrain. L'Etat doit se concentrer sur la formulation d'objectifs généraux et sur l'exercice du contrôle du bon usage des deniers publics, au nom de l'intérêt général. »

On constate que le rôle de l'Etat varie significativement selon les secteurs et les pays. En Italie et en France, il cumule les rôles de financeur et de producteur dans l'enseignement supérieur : mais ces exemples ne sont pas ceux où brillent, par leur qualité, l'enseignement et la recherche. Hors enseignement, on épinglera, a contrario, la situation de notre propre système de soins. La production d'une très grande partie des soins de santé est assurée par des opérateurs indépendants (médecins, hôpitaux fédérés en réseaux). L'Etat intervient essentiellement à leur égard au titre de financeur/assureur. Et beaucoup de pays nous envient un tel systè-

me.

En filigrane du projet Marcourt, il y a aussi l'idée que l'Etat doit unifier sous sa bannière les « réseaux » pointés comme « héritage du passé ». C'est faire fi de la nature des universités à l'aune de l'Histoire, ainsi que celle de l'enseignement supérieur dans la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les Hautes Ecoles ou universités à caractère public y sont minoritaires. Il y a d'ailleurs plusieurs réseaux « libres », pas seulement le « catholique ». L'Université de Bruxelles relève aussi du « libre ».

Aujourd'hui, le fait de relever d'un réseau « libre » renvoie à une forme de gouvernance originale, laquelle doit être considérée comme une alternative intéressante au modèle centralisateur qui sous-tend l'avant-projet Marcourt. Cette forme de gouvernance est fort développée dans le secteur de l'enseignement supérieur ailleurs dans le monde.

Dans l'univers capitaliste, où la compétition pousse chacun à innover sans cesse, il en va de l'œuvre d'art comme d'un smartphone : si son créateur ne produit pas en permanence ruptures et nouveautés, il est voué à la mort »

LUC FERRY, PHILOSOPHE, DANS « LE FIGARO ».



Alexander De Croo
Vice-Premier ministre (Open VLD)

La progression vient de la coopération et non de la confrontation. Leçon après un an de #begov. Cela doit rester le fil conducteur aujourd'hui et les mois prochains.

✉ **c'est vous qui le dites**

La Belgique a encore de l'avenir Notre Premier ne s'en sort pas si mal, n'en déplaît à tous les pessimistes et annonciateurs de fin du monde, de fin de l'Europe ou de fin de la Belgique. Ils vont être déçus, car il semble que ces dates soient reportées. De toute façon, aucun dirigeant en cette période de grave crise n'est très populaire. Les mesures prises ne sont peut-être pas du goût de chacun mais cela va dans le bon sens (...). Les partis flamands ont démontré que l'on peut encore avancer ensemble même si c'est avancer avec plus de responsabilités dans chaque région et communauté. C'est pour cette raison que la Belgique a encore de beaux jours devant elle. (...) **JEAN DE SERAING** SUR LESOIR.BE



d'autres opinions sur www.lesoir.be/polemiques/

tour d'Ivoire



Paul De Grauwe

Professeur à la London School of Economics

Trop de moralisateurs dans la zone euro

Il n'est pas exagéré de dire qu'il y a un profond clivage entre le Nord et le Sud de la zone euro. Le clivage n'est pas seulement économique : le Nord relativement prospère qui jusqu'à présent, n'a pas été affecté autant par la crise de la dette souveraine, et le Sud (y compris l'Irlande) où la crise de la dette a frappé de plein fouet, en poussant les pays dans un mauvais équilibre qui se caractérise par l'austérité budgétaire excessive, une augmentation dramatique du chômage et une récession économique intense.

Parallèlement à ce clivage économique, il y a un fossé profond dans la nature de l'analyse fournie par les économistes sur les causes et les remèdes de la crise de la dette souveraine. Dans le Nord de l'Europe, le consensus parmi les éco-

Il n'y a pas de bons pays (dans le Nord), et des mauvais (dans le Sud). Les péchés ont été commis au Nord et au Sud

nomistes semble être que la cause profonde de la crise se situe dans les débats budgétaires des gouvernements du Sud de l'Europe. Il en résulte que la seule solution consiste à introduire la discipline budgétaire, et aussi longtemps que cela n'est pas réalisé, il est tout à fait approprié d'infliger une punition à ces gouvernements afin de leur signaler de ne pas retomber dans le « péché ».

Le « diagnostic du Nord » de la crise peut s'appliquer à la Grèce, il ne s'applique pas du tout aux autres pays de la zone euro. Avant la crise, la dette publique par rapport au PIB diminuait dans la plupart des pays de la zone euro. La dette publique par rapport au PIB a commencé à augmenter après 2007, lorsque les gouvernements furent contraints de sauver le système bancaire et de soutenir l'activité économique. Au lieu de blâ-



Les Grecs, qui souffrent énormément de la crise, en veulent toujours à la chancelière allemande Angela Merkel alors qu'elle n'y est pas pour grand-chose dans leurs problèmes. © LEFTERIS PITARAKIS/AP.

mer ces gouvernements, les analystes économiques du Nord devraient les féliciter d'avoir sauvé le système bancaire et une grande partie de l'économie privée.

Un diagnostic qui accuse les gouvernements de la crise n'est presque sûre-

ment pas celui qui fournit les remèdes appropriés. L'insistance que les gouvernements devraient être punis pour leur mauvais comportement par des programmes d'austérité a eu pour effet de ramener la zone euro au bord d'une nouvelle récession. Cela n'aidera pas à rédui-

re les déficits budgétaires et les dettes. Invariablement, les récessions augmentent les déficits publics et les dettes, compensant ainsi une grande partie des effets de l'austérité budgétaire.

Ceci étant dit, les niveaux de dettes et de déficits publics sont trop élevés et de-

vraient diminuer avec le temps. Le fait est que l'analyse du Nord a pour effet d'imposer l'austérité dure trop vite et sur de trop nombreux pays en même temps. Cela conduit à une spirale déflationniste qui pousse la zone euro dans une récession « double-dip ». Pourquoi l'Europe du Nord a-t-elle été saisie par un tel diagnostic dangereux de la crise ?

La raison principale provient de l'attitude moralisatrice que l'on y retrouve. Dans ces pays, de nombreux économistes de renom continuent à insister sur le comportement irresponsable des gouvernements des pays périphériques. Un comportement qui doit être puni.

Cette attitude moralisatrice est d'une hypocrisie effrayante. En effet, si les pays du Sud se sont trop endettés et ont donc eu un comportement irresponsable, il faut bien admettre que ceux qui ont prêté l'argent ont été aussi irresponsables. Le banquier qui prête trop à ceux dont il aurait pu soupçonner pouvoir connaître des difficultés financières dans l'avenir ne s'expose-t-il pas aux mêmes critiques morales ?

C'est en effet ce qui s'est passé dans les relations entre le Nord et le Sud. Les pays du Nord dans leurs recherches d'excédents commerciaux profitables n'ont pas hésité à prêter des montants d'argent spectaculaires aux pays du Sud afin de les inciter à acheter les produits en surplus du Nord. Ce faisant, les pays du Nord ont pris des risques énormes. Ils ne doivent pas se plaindre aujourd'hui. Et surtout, il est temps d'abandonner le discours moralisateur. Il n'y a pas de bons pays (dans le Nord de la zone euro), et des mauvais (dans le Sud). Les péchés ont été commis aussi bien au Nord qu'au Sud.

L'attitude moralisatrice que l'on retrouve dans le Nord de la zone euro est devenue aujourd'hui l'obstacle le plus important à la résolution de la crise. ■

Le blog des 125 ans : à votre tour d'écrire



Nos lecteurs vont pouvoir partager leurs souvenirs, mais aussi se projeter dans l'avenir.

Le Soir et vous, c'est une vieille histoire... C'est en lisant *Le Soir* que vous avez trouvé votre vocation professionnelle ? C'est grâce au journal que vous êtes devenu l'irréductible fan de Miossec ou de Van Himst ? Votre grand-père avait le même rituel de lecture chaque samedi matin ? Racontez-nous vos émotions, vos souvenirs ou vos anecdotes familiales. Grâce à un formulaire simple, vous pouvez composer votre texte, y adjoindre un titre, une photo et rajouter une légende. Cet article se situera sur une ligne du temps entre 1887, date de la création du journal, et nos jours.

Bon, on est d'accord : vous serez sans doute assez peu nombreux à consigner des souvenirs datant du 19^e siècle !

Les meilleures contributions seront publiées dans le journal.

Si vous êtes davantage branchés futur que passé, ce blog vous permet également d'inventer les 125 prochaines années. En 2137, *Le Soir* aura 250 ans.

D'ici là, quelques hectolitres auront coulé sous les ponts. Que sera devenue la monnaie européenne ? Qui gagnera la Coupe du Monde au Qatar en 2020 ? Quelle musique écouterons-nous ? Sur quel support ? L'iPhone 45 sera-t-il soluble ? Comment nous déplacerons-nous et de quoi sera faite notre alimentation ?

A vous de nous le dire. Partagez avec nos lecteurs votre vision du monde de demain. Ici aussi, vous pourrez, grâce à l'onglet « publier une prédiction », enri-

chir votre texte d'une photo. A vous d'être créatifs et d'imaginer comment représenter visuellement... quelque chose qui n'existe pas encore. Les meilleures prédictions seront utilisées dans un journal futuriste du 18 décembre.

En 256 caractères, adressez aux générations futures vos souhaits, votre vision, vos témoignages, vos recommandations. Comme si vous envoyiez un SMS dans l'espace. Inscrivez-vous simplement pour laisser votre message sur le Futuromaton, ou connectez-vous via Facebook pour le partager avec vos amis et les inviter, eux aussi, à écrire aux Terriens de demain. Le blog est ouvert, il n'attend plus que votre talent : blog.lesoir.be/125ans. ■ **T.T.**